



Centre
international pour
la prévention
de la criminalité

CENTRE DE
RECHERCHE EN
DROIT PUBLIC



LES RÉCENTES VIOLENCES EN FRANCE

CONFÉRENCE

PRÉSENTÉE PAR

MONSIEUR MICHEL WIEVIORKA

Les récentes violences en France

Michel Wieviorka

24 mars 2006

Valérie Sagant, directrice du CIPC,

Bonjour à tous,

Nous vous accueillons ici dans la faculté de droit de l'Université de Montréal. Donc, nous vous accueillons au nom du Centre international pour la prévention de la criminalité, qui est une petite organisation gouvernementale mais internationale qui est basée à Montréal.

Nous avons organisé, en partenariat avec le Centre international de criminologie comparée et le Centre de recherche de droit public de l'Université de Montréal, ce déjeuner-causerie avec Michel Wieviorka qui est un spécialiste renommé des questions sociales, que Jean-Paul Brodeur vous présentera de manière plus approfondie pour venir parler des récentes violences urbaines en France, qui ont beaucoup interrogées ici en Amérique du Nord. Donc, vous êtes très attendu de ce point de vue là, interrogé sur plusieurs questions : la première sur la question de l'intégration des populations immigrées, dirait-on en France, et, des minorités ethnoculturelles, dirait-on au Québec, avec beaucoup de différences dans les modèles d'intégration des deux côtés de l'Atlantique. Ici aussi, il y a un débat très fort sur ces questions-là, je le perçois, on l'a vu sur le voile à l'école, le poignard hindou, qui est plus lié aux enjeux culturels des droits de la personne alors qu'en France on l'a plus lié aux enjeux de sécurité, bien qu'actuellement il y a des évolutions. Deuxième question qui apparaît fortement : tout le monde s'interroge sur les banlieues françaises; qu'est-ce que c'est cette ségrégation urbaine et comment combattre la délinquance, comment prévenir la délinquance dans ces conditions? Évidemment, récemment avec les contestations sur le contrat de première embauche, en France, on s'interroge sur la mise en cause de la jeunesse, dans son enfance, et plus seulement des jeunes des quartiers défavorisés, des banlieues françaises. On a l'impression que le sentiment d'injustice, le sentiment de précarité, le sentiment d'être laissé pour compte dépassent largement les jeunes en difficulté ou les jeunes des quartiers défavorisés. On se demande s'il ne s'agit pas de toute une classe d'âge qui est concernée. Ce dernier élément n'était pas apparu dans les commentaires des émeutes, des violences urbaines en France. Avec Philippe Essio, on avait fait une sorte de revue de presse internationale pour voir comment les violences urbaines étaient vues à l'étranger. Ce qui frappait, c'était les interrogations de quelques journaux qui étaient très critiques, mais, la plupart, quels que soient

Les récentes violences en France

Michel Wieviorka

24 mars 2006

les continents concernés, s'interrogeait sur le sens de ces violences urbaines en France. C'est donc beaucoup là-dessus que nous attendons de votre exposé M. Wieviorka.

Jean-Paul Brodeur

Bonjour, mon nom est Jean-Paul Brodeur, je suis directeur du Centre international de criminologie comparée. Je vais vous dire quelques mots sur Michel Wieviorka qui est un ami personnel. Nous nous sommes rencontrés en 1988, lors de la publication de son livre *Société et terrorisme*. Ce n'était pas son premier livre sur le sujet, je pense qu'il y en a un qui l'a précédé, sur les médias et le terrorisme. Entre celui-là et le dernier qui est *La tentation antisémite. Haine des juifs dans la France d'aujourd'hui*, il y a eu plus d'une vingtaine d'ouvrages, un grand nombre d'articles d'intervention. Michel est directeur du CADIS qui est le Centre d'analyse et d'intervention sociologiques qui est rattaché à l'ENESS au CNRS et qui loge à la Maison des Sciences de l'Homme à Paris. Michel est venu souvent ici. C'est un ami du Québec et je me souviens qu'une fois, ayant été invité, il voulait tester la glace du lac Massawippi pour être bien sûr qu'elle était bien suffisamment solide, alors il a fallu y passer. Donc, on l'a sorti du lac et on l'a reconduit avant qu'il ne gèle complètement et on a bien fait les choses parce qu'il est encore là. Je lui cède la parole.

Michel Wieviorka

Merci aux trois organisations qui se sont regroupées pour mettre sur pied cette rencontre. Je suis très heureux de pouvoir dire que l'amitié et la vie intellectuelle parfois marchent ensemble. Donc, Jean-Paul Brodeur vient de le dire, il m'a tiré des eaux glacées d'un lac et cela ne nous empêche pas d'avoir une vie intellectuelle commune. Il m'a invité, il y a trois mois à peu près et, entre-temps, il s'est passé deux événements importants. Je devais venir vous parler des violences urbaines d'octobre dernier, ce que je vais faire bien sûr, mais, entre-temps, il y a eu premièrement l'enlèvement, la séquestration et l'assassinat d'un jeune Juif, Ilan Halimi, qui a bouleversé la France et qui a suscité d'importants débats. J'évoquerai cette affaire parce qu'elle rentrera dans le contexte de l'analyse générale que je voudrais vous proposer. Et, aujourd'hui même, comme vous le savez, en France, il y a d'importantes

Les récentes violences en France

Michel Wieviorka

24 mars 2006

mobilisations de rejet d'une loi que le Premier ministre a fait passer, dite *Loi sur le CPE*, (*contrat de première embauche*). Et cette mobilisation, et tout ce qui se joue autour, là aussi, entre dans ce contexte dont je veux vous parler. Elle y entre d'autant plus qu'il y a quelques violences, même si elles sont secondaires, dans cette affaire.

J'appartiens à une institution, Jean-Paul Brodeur vient de le rappeler, l'École des hautes études en sciences sociales qui est installée dans trois bâtiments principaux. Un des trois bâtiments a été envahi par des étudiants, il y a quatre-cinq jours, vraisemblablement parce qu'ils venaient d'être chassés de la Sorbonne par la police. Cette occupation s'est soldée avec de graves dégradations, des ordinateurs volés ou cassés, des choses assez graves, du fait d'une cinquantaine ou soixantaine d'étudiants qui n'avaient rien à voir avec l'École des hautes études et peut-être même n'étaient-ils pas forcément tous des étudiants. C'est le côté un peu sale de ce genre de mouvement; de la même façon qu'en mai 68, les plus anciens s'en souviennent peut-être, il y avait à la Sorbonne un groupe qu'on avait appelé les « Katanglais », qui étaient des espèces de baroudeurs apparemment violents et buveurs, qui se baladaient parfois en « *training* » militaire, qui inquiétaient tout le monde, et qui avaient leur petit espace. Il y a donc un ensemble de phénomènes dont je voudrais vous parler et pas seulement des émeutes d'octobre-novembre derniers. Mais, tout cela, c'est le même problème de fond que je vous aiderai à discuter en vous proposant ma propre interprétation.

Alors, je commence par ce qui s'est passé en octobre-novembre derniers. Je suppose que votre degré d'informations est variable, donc, je vais essayer d'en dire suffisamment pour que tout le monde puisse avoir en tête ce qui s'est passé, sans être trop lourd dans la description des faits parce que ce n'est pas le plus intéressant.

Un soir, on apprend la mort de deux jeunes qui, avec un troisième adolescent qui, lui, a survécu, se croyant poursuivis par la police à Clichy-sous-Bois, une de ces banlieues parisiennes, s'étaient réfugiés dans un transformateur d'électricité et y ont trouvé la mort, électrocutés. On n'a pas compris d'ailleurs sur le coup ce qui s'était passé parce que le courant était coupé dans toute la zone. Et, c'est en se demandant pourquoi le courant avait été coupé que le phénomène est devenu clair. Donc, aussitôt, évidemment, énorme émotion et comportement du pouvoir politique pas très clair. Un livre vient d'être publié par les avocats

Les récentes violences en France

Michel Wieviorka

24 mars 2006

des trois familles des jeunes garçons dont deux étaient morts, qui montre qu'à l'évidence il y a eu de la part du ministère de l'Intérieur des erreurs, des déclarations quasi mensongères. Enfin, tout ça n'est pas brillant du côté du pouvoir, pour le dire très simplement, ce n'est pas le plus important, mais je le signale au passage. Et, à partir de là, les banlieues parisiennes, puis toute la France, s'embrasent nuit après nuit. Chaque nuit, 300, 400 véhicules sont brûlés. À l'ordinaire, il faut savoir que plusieurs dizaines de véhicules sont brûlés chaque nuit en France, mais, là, c'est plusieurs centaines,... des voitures de particuliers, parfois des autobus, parfois aussi les jeunes incendiaires s'en prennent à des écoles publiques, à des crèches, parfois aussi au dépôt associé à une entreprise. Mais, l'essentiel, et ce qui frappera le plus l'imagination de la presse dans le monde entier, c'est que des véhicules particuliers brûlent tous les soirs. Ce n'est pas nouveau, je le dis tout de suite, mais cela prend une ampleur et cela s'installe dans le temps de façon assez impressionnante. Il faut bien voir qu'il n'y a guère d'affrontement direct entre ces jeunes et la police, ni même entre ces jeunes et les pompiers qui viennent souvent éteindre les incendies. Et, il n'y a pas, de la part des jeunes, recherche d'autres violences que celles qui consistent à mettre le feu à ces véhicules ou à des édifices ou à des autobus. Autrement dit, il n'y a absolument pas dans cette rage de dimension meurtrière. Il y aura un mort dans des conditions assez marginales par rapport à ce dont je vais vous parler.

Les jeunes en question témoignent d'une grande modernité dans leurs comportements. Ils ont des téléphones portables et ils peuvent se rassembler et se disperser à une très grande vitesse. On a accusé aussi parfois Internet, les sites, les blogs, etc. d'avoir eu un rôle important. Mais, d'après ce que j'ai pu lire, cela était assez secondaire. L'important, ce sont les téléphones mobiles et la capacité de se réunir et de se séparer de manière instantanée.

Il n'y a pas eu, je vous l'ai dit, de dimension meurtrière de la part de ces jeunes. Il aurait pu y avoir des dérapages, des affrontements avec la police, etc. Les forces de l'ordre avaient à l'évidence pendant toute cette période une obsession : qu'il n'y ait pas de mort, qu'il n'y ait pas de mort chez les policiers, qu'il n'y ait pas de mort non plus chez les jeunes. Il se trouve que j'ai discuté avec le numéro deux ou trois du ministère de l'Intérieur de ces questions, je lui ai dit en gros : « nous ne sommes pas du même bord politique, mais dans une affaire comme celle-là personne ne souhaite de drames. Est-ce que vous pouvez me dire quel est

Les récentes violences en France

Michel Wieviorka

24 mars 2006

l'état d'esprit au ministère? ». Il m'a répondu : « Les choses sont extrêmement simples, je vous demande de ne jamais même évoquer dans les médias – j'étais très médiatisé à l'époque – la possibilité que l'on utilise des armes à feu. C'est notre hantise, il ne faut pas en parler, il faut vraiment que cela ne se produise pas ». Il y avait une forte volonté d'éviter vraiment la dramatisation de ce type.

Au bout d'une douzaine de jours, le gouvernement, embarrassé, pour en finir avec ce processus qui se déplaçait, une nuit c'était dans une banlieue, une nuit dans une autre, décidait d'appliquer pour en finir, une loi qui date de 1955. Une loi qui a été votée au début de la guerre d'Algérie, et qui autorise le gouvernement à décréter le couvre-feu : donc, en gros, interdire dans certains endroits et sous certaines conditions aux personnes habitant la zone en question, de circuler la nuit. En réalité, cette loi sera appliquée très mollement, parce qu'il n'était pas nécessaire d'en faire un grand usage et elle visera surtout les plus jeunes. Toujours est-il qu'à partir de là, le phénomène retombe.

Alors, ce phénomène qui retombe, est-ce qu'on le comprend bien en regardant qui sont les auteurs de ces violences? On entre dans un domaine passionnant pour les sciences sociales parce que les jeunes en question n'ont rien dit. On ne peut pas dire qu'ils se soient exprimés dans les médias, on ne peut pas dire qu'ils aient imprimé et distribué des tracts, on ne peut pas dire qu'ils aient publié quoi que ce soit. Par conséquent, tout ce que je vous dis moi-même est tout aussi sujet à caution que ce que peuvent proposer d'autres interprétations. Comment comprendre ce que pensent et ce que veulent exprimer des acteurs quand ils ne parlent pas? Il n'y a pas de discours! Dans toutes sortes d'autres expériences, les discours fleurissent. On est ici dans un domaine où l'interprétation peut être reine plutôt que l'analyse puisque les acteurs ne parlent pas. On sait pourtant un certain nombre de choses, ne serait-ce que, parce que, par la police, on a interpellé un certain nombre qui ont été traduits devant la justice.

Alors, en gros, que sait-on? On sait que ce sont des garçons et pas des filles, qu'ils sont parfois très jeunes, mais pas seulement... Ils peuvent être extrêmement jeunes. On sait qu'ils sont souvent « bronzés », comme on dit en parfois France, c'est-à-dire, comme on dit aussi « issus de l'immigration ». Les Français n'ont pas les catégories, par conséquent, ils n'ont pas les mots pour désigner les problèmes de la société actuelle. On sait aussi qu'il y a une

Les récentes violences en France

Michel Wieviorka

24 mars 2006

dimension de rage qui est évidente, puisqu'ils s'en prennent à des moyens de transport publics ou à des équipements qui leur sont théoriquement destinés dans certains cas. Il y a aussi une dimension ludique, parce que, lorsqu'on met feu aux voitures, cela fait du spectacle. Le spectacle amène les journalistes. Enfin, il y a une dimension de plaisir qui existe aussi et qui est assez claire.

Il se trouve qu'avant ces événements, j'ai étudié ce genre de questions. Ce phénomène n'était pas totalement nouveau en France. Si on veut regarder l'histoire des violences urbaines en France, on peut considérer qu'elle s'inaugure dès la fin des années 1970. Donc, on a quand même 25 ou 28 ans d'expériences de ces phénomènes.

Ce qui est nouveau, c'est la durée : trois semaines ! D'habitude, cela ne dure jamais plus de deux ou trois jours ou plutôt de deux ou trois nuits. Ce qui est nouveau aussi, c'est que c'est sur tout le territoire. D'habitude, c'est très localisé, à Vaulx-en-Velin, par exemple, et ce n'est pas ailleurs. Il y a néanmoins une épaisseur historique, et, s'il fallait faire l'historique de ces émeutes, je dirais juste quelques mots :

Cela a commencé à la fin des années 1970, en particulier dans la banlieue lyonnaise, mais pas seulement. Avec des épisodes du genre « rodéos ». Un « rodéo », c'est deux ou trois jeunes qui volent une voiture de qualité, BMW de préférence, qui la ramènent dans leur quartier, qui virevoltent à la vitesse la plus grande possible, et, quand cela se termine, d'une façon ou d'une autre, ils mettent le feu pour ne pas qu'on retrouve les traces de ce qu'ils ont fait, et puis, parce que c'est amusant. Puis, ils disparaissent. Les habitants ont tous regardé le spectacle depuis leur logement.

Au début des années 1980, il y a eu aussi des « étés chauds », et des violences souvent très limitées, très localisées, parfois quasi individuelles, prenant l'allure d'un phénomène individuel. Vous connaissez peut-être le film qui s'appelle *La haine*, de Kassovitch¹, qui montre très bien le climat de cette violence, en fait, assez diffuse. J'ai un collègue, François Dubet, qui a publié en 1987 un livre très important qui s'appelle *La galère* dans lequel il montre comment les jeunes souvent allaient de la colère à la rage et à la haine, et puis, des

¹ **LA HAINE**, film français de Mathieu **KASSOVITCH** (1994)

Les récentes violences en France

Michel Wieviorka

24 mars 2006

moments où ils voudraient plutôt essayer de se mobiliser de façon collective, puis, des moments où ils devenaient purement délinquants, etc. Donc, ces phénomènes ne sont pas nouveaux, ce qui est nouveau, c'est l'importance, le caractère massif de ce que la France découvre en octobre-novembre derniers.

Je voudrais maintenant vous proposer une analyse. Je pense que ce qui a été en jeu dans ces violences, c'est l'expression d'une rage, d'une colère qui est venue exprimer la panne totale de l'intégration à la française. Et, c'est cela qui est très important. Quand je dis « panne totale de l'intégration à la française », je veux dire que, dans tous les domaines où on pourrait parler d'intégration, les choses sont bloquées. Et donc, je vais essayer de décliner cette idée. Le plus évident, le plus net, c'est que c'est une panne sociale, une panne de l'intégration sociale. Les jeunes de ces banlieues qui se sont mobilisés habitent dans des quartiers où le chômage en général et celui des jeunes en particulier est considérable. On est au plus loin du plein emploi, qui était la caractéristique de la France jusque vers le milieu des années 1970. Il y a des chômeurs, des précaires... Les sociologues passent leur temps à discuter s'il faut parler de désaffiliation, d'exclusion, de précarité, etc. Il y a tout un ensemble de débats, mais, enfin, les choses sont très nettes : on est dans des quartiers où la question sociale est aigüe parce que beaucoup de gens sont en dehors de la société et ne sont plus inclus par l'emploi ou le travail. La nouveauté est que cette crise sociale, cette non-intégration sociale non seulement visible dans l'espace, dans le territoire, mais aussi atteint des quartiers qui sont devenus des ghettos. Il y a quelques années, je n'aurais pas parlé de ghettos, aujourd'hui, il y a des ghettos en France, c'est-à-dire des territoires qui vivent repliés sur eux-mêmes et d'où les jeunes ne veulent plus sortir. Dans le passé, les jeunes voulaient sortir de leurs quartiers. Par exemple, dans la région de Lyon, la hantise des Lyonnais du centre-ville, c'était de voir débarquer les jeunes des banlieues dans leur quartier. Aujourd'hui, les jeunes de ces banlieues sortent beaucoup moins qu'avant. Ils ont intériorisé leur enfermement. Et puis, évidemment, caractéristique fondamentale de cette population et de ces jeunes, ils sont issus de l'immigration.

Mais, ici, il faut rompre, en partie seulement, avec l'image des années 1980-90. Quand on disait dans les années 1980-90 « jeunes issus de l'immigration », on avait en tête grosso modo la figure suivante : c'était un jeune d'origine maghrébine, son grand-père était un travailleur

Les récentes violences en France

Michel Wieviorka

24 mars 2006

immigré inclus socialement, célibataire ou mâle vivant tout seul, non inclus, auto-exclus de la culture, de la politique parce que son idée était de retourner au pays et d'ouvrir un petit garage, un restaurant...

On est sorti de cela. Dans les années 1980-90, on a beaucoup parlé des enfants et des petits-enfants de ces anciens travailleurs immigrés,... le beur² ou la beurette qui est presque le contraire de son grand-père, exclu socialement, au chômage et, inclus, puisqu'il va devenir français ou qu'il est français à la naissance, inclus dans la culture, inclus dans la vie des institutions, il fréquente l'école, etc., mais est victime du racisme. Autrement dit, cette inclusion lui est en partie déniée par ceux qui lui disent : « tu es différent avec la tête que tu as, avec le nom que tu portes, avec le quartier où tu habites. Tu n'auras pas accès à l'emploi, tu n'auras pas accès aux loisirs et tu auras sur le dos la police bien plus que d'autres ». Telle est la figure classique qui continue à être très importante.

Mais, d'autres vagues sont arrivées depuis,... La France est un pays où continuent d'arriver d'autres immigrés et, il y a aujourd'hui, en France en particulier, une population non négligeable d'origine subsaharienne qui est certainement moins socialisée que les petits-enfants de ceux dont je viens de vous parler, plus brute de décoffrage et qui n'aura peut-être pas les mêmes capacités à s'autocontrôler face à certains comportements. Ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit, nous avons une académicienne de renom, madame Carrière d'Encaum qui a été en Russie et qui y a expliqué que les émeutes, pour les comprendre, c'est très simple, il faut penser aux familles polygames. Ce sont certains enfants d'Afrique subsaharienne qui relèvent de familles polygames. C'est évidemment surréaliste. Il y a des familles polygames, c'est un problème en France, mais, il est clair que vous n'expliquerez pas les émeutes par la polygamie.

Voilà, le premier point. Et, j'insiste bien, ces phénomènes sociaux, cette crise de l'intégration sociale est inscrite dans l'espace, elle est visible dans le territoire. Quand j'étais étudiant dans les années 1960-70, je fréquentais beaucoup la sociologie marxiste de l'époque. Cela rappellera à certains d'entre vous peut-être des souvenirs : Henri Lefebvre ou Manuel Castells nous expliquant que l'espace, c'est la projection sur le sol des rapports sociaux capitalistes.

² Jeune d'origine maghrébine né en France de parents immigrés. (On rencontre le féminin *beurette*.), Larousse.

Les récentes violences en France

Michel Wieviorka

24 mars 2006

J'ai envie de dire que l'espace, aujourd'hui, c'est la projection sur le sol des non-rapports sociaux que sont l'exclusion, le chômage, etc. Cela, on peut le lire dans certains quartiers populaires de façon spectaculaire.

Deuxième dimension de ces problèmes : la crise ou la panne est aussi institutionnelle. Et là, il y a une spécificité française par rapport à d'autres pays. Nous avons des institutions classiques, la famille, l'Église, ce n'est pas cela dont je veux vous parler. Je veux vous parler des institutions françaises qui incarnent l'idéal républicain, l'idée que tous les individus naissent libres et égaux en droit, que la République est libre et indivisible et qu'il existe des institutions pour transformer cette abstraction, cet universalisme un peu abstrait en réalité concrète. Par conséquent, un jeune qui rentre, par exemple, dans une école verra devant la porte « RF³ » et en-dessous « liberté, égalité, fraternité ».

La justice, la police, les services publics, l'école, dans le passé l'armée : nos institutions incarnent cet idéal républicain et, par conséquent, elles sont une sorte de promesse. La République dit à tout le monde : « vous allez bénéficier de la liberté, de l'égalité et de la fraternité ». Le problème, c'est que les institutions françaises, depuis une trentaine d'années, ont de plus en plus de difficultés à tenir leur promesse. Si vous vous intéressez à la sociologie de la justice, on vous parlera, par exemple, de l'affaire d'Outreau, d'un énorme scandale qui montre que cela va mal. Si vous vous intéressez à la police, vous verrez qu'il n'y a pas que la police nationale, c'est-à-dire la police républicaine, il y a de plus en plus de polices privées sans parler des polices municipales, sans parler du fait que certaines tâches de police sont confiées à l'armée. J'insisterai sur une institution, l'école publique. Si vous lisez le livre de sociologie, de Georges Pollouzos, *L'apartheid scolaire*, on démontre que l'école publique, non seulement, comme le disaient les sociologues des années 1970, reproduit les inégalités sociales,... mais qu'aujourd'hui elle les coproduit ou elle les renforce. L'école publique renforce l'injustice sociale dont les enfants pauvres immigrés sont les premiers à pâtir dans certaines écoles ; dans certaines filières, elle produit de la ségrégation, elle produit de l'apartheid. Et, je pourrais vous montrer la même chose pour d'autres institutions. J'ai, par exemple, fait une étude sur les transports publics en région parisienne, la RATP. Une des conclusions spectaculaires de cette étude, que les responsables de la RATP ont bien acceptée,

³ République française

Les récentes violences en France

Michel Wieviorka

24 mars 2006

était que la RATP, qui devrait traiter tout le monde de la même manière, a des problèmes, y compris de violence (on attaque les chauffeurs de bus), justement parce qu'elle est supposée incarner l'idéal républicain et qu'elle a de plus en plus de peine à l'atteindre. Je n'entre pas dans les détails de tout ceci, mais il faut bien voir que la caractéristique qui différencie la France des autres pays européens où il y a des problèmes sociaux comparables tient à ses institutions républicaines qui ne parviennent plus à être conformes à leurs concepts, qui ne parviennent plus à tenir leurs promesses. Et c'est d'autant plus grave qu'un certain nombre d'intellectuels et de responsables politiques, depuis 25 ans, ne cessent de dire « Vive la République, intégrez-vous, liberté, égalité, fraternité, ça marche! ». Autrement dit, le discours de la promesse républicaine était tenu très fortement par des responsables intellectuels ou des responsables politiques, qui n'avaient pas conscience que ce discours aiguisait les ressentiments, la frustration, la rage de ceux qui n'en bénéficient pas. Si on vous dit, « la République est formidable » et que vous vous apercevez que, ce n'est pas pour vous, vous serez bien plus frustrés que si on ne vous promet rien du tout. J'exagère un peu mais, sans faire de mauvais esprit, vous allez en Italie, l'État n'a jamais promis à personne, enfin, l'État italien est dévalorisé, personne n'attend de l'État italien en Italie promette « liberté, égalité, fraternité ». Je pense que s'il n'y a pas eu d'émeute en Italie pendant cette même période, c'est aussi peut-être parce qu'on n'attend pas de l'État italien en Italie ce qu'on attend de l'État républicain en France.

La crise est aussi culturelle, et on rentre ici dans un autre ensemble de problèmes. Dans la culture politique française, il y a un espace public dans lequel il n'y a de place que pour une identité culturelle : la nation. La conception française de l'espace public, c'est un espace qui est peuplé d'individus, libres et égaux en droit, qui doivent se référer à une identité collective, culturelle : la nation. Mais, il n'y a pas de place pour des minorités. Il n'y a pas de place pour des identités particulières dans l'espace public. Faites ce que vous voulez en privé, mais ne vous constituez pas en minorité dans l'espace public. Je vais prendre l'exemple des Juifs : en 1789, pendant la révolution française, le comte de Clermont-Tonnerre a dit une phrase qui est très souvent citée. Je le fais de mémoire : « Il faut tout refuser aux Juifs comme nation et tout accorder aux Juifs comme individus. ». Cela voulait dire : vous pouvez être Juifs, mais dans l'espace public, il n'en est pas question; on ne vous donnera rien comme minorité, on vous donnera tout comme individus. C'est ça le modèle français et donc, ce modèle tient la route

Les récentes violences en France

Michel Wieviorka

24 mars 2006

tant que les identités particulières restent privées ou même, mieux encore de ce point de vue là, se dissolvent. C'est ce qu'on appelle l'assimilation. Mais, la réalité est toute autre. La France est un pays dans lequel se développent toutes sortes d'identités particulières qui demandent à être reconnues, parfois sur le mode de la concurrence des victimes c'est-à-dire, en disant : « j'ai été victime d'un génocide, j'ai été victime de la traite négrière, je suis une victime historique et je veux que ce soit reconnu publiquement ».

Donc, toutes sortes de débats se sont mis en place et on voit se constituer dans l'espace public des minorités et, quand se constituent des minorités, je le dis au passage, il y a toujours deux faces qui peuvent entrer en conflit l'une l'autre et qui peuvent tirer les choses d'un côté ou de l'autre : toute minorité est susceptible d'un côté d'être ouverte au reste de la société, de souhaiter qu'il y ait du dialogue, qu'on vive en démocratie, etc., mais aussi toute minorité est susceptible de se replier sur elle-même, d'être hostile aux autres minorités ou aux groupes dominants et, par conséquent, à la limite, devenir raciste, antisémite, etc. Autrement dit, une fragmentation culturelle a pour effet de créer toutes sortes de débats, de tensions qui peuvent aller dans tous les sens. Est-ce à dire que les violences dont je viens de vous parler avaient quelque chose à voir avec la poussée des identités dans l'espace public? Il faut être ici très attentif parce que ce que je vais vous dire vous semblera totalement paradoxal. Contrairement à ce que croyait un philosophe assez connu, Alain Finkiel Kraut, ces émeutes n'étaient pas des violences, je reprends son vocabulaire, à caractère ethnico-religieux. Ce n'est pas parce que les jeunes, qui étaient violents, étaient « bronzés » plus ou moins, que leur violence était ethnique ou alors cela reviendrait à expliquer tout comportement par la couleur de la peau, ce qui reviendrait à être pas très loin d'une attitude raciste. En ce qui concerne la religion, non seulement à aucun moment, il n'y a eu une présence d'islamistes, de gens qui voulaient profiter de ces violences pour tout casser, mais mieux encore, les quelques fois où des imams se sont manifestés pendant cette période sur le terrain, cela a été pour calmer le jeu, pour dire aux jeunes musulmans de ces quartiers : « Ne soyez pas violents, ne traînez pas dans la rue, rentrez à la maison ». Autrement dit, s'il y a eu une dimension religieuse, c'est le contraire de ce qu'ont dit certains : « Tout ça, c'est l'Islam, c'est l'islamisme! »... C'est le contraire, l'Islam est venu au secours de la république, il n'est pas venu la détériorer encore plus. Mais, on est bien dans un climat où ces questions sont posées.

Les récentes violences en France

Michel Wieviorka

24 mars 2006

C'est le troisième aspect de la crise. Mais, je n'en ai pas terminé, il y a un quatrième aspect de la crise de ces banlieues, qui est un aspect politique. La crise est politique. On peut le dire en termes nationaux et on peut le dire en termes plus locaux. En termes nationaux, tous les politologues français vous le diront, depuis une trentaine d'années, il y a une crise de la représentation politique. Si on prend, par exemple, les chiffres de l'abstention ou les chiffres du vote extrémiste, on s'aperçoit que les partis politiques classiques sont de plus en plus en difficulté. Dans les enquêtes d'opinion, les Français ont le sentiment que la classe politique ne les représente pas, de moins en moins bien. Et, en gros, d'ailleurs, les études montrent une chose assez intéressante : dans les milieux populaires, on dénonce la corruption et dans les milieux plus éduqués, on dénonce l'incompétence de la classe politique. Mais, dans les deux cas, c'est vraiment une crise de la représentation politique. Après tout, nous avons un chef d'État qui a été élu après un premier tour aux élections présidentielles où il a atteint à peine le cinquième des votes. Mais, je ne veux pas insister trop longuement sur la situation politique nationale française qui est triste avec un Président faible, deux prétendants à droite qui se disputent et une gauche dominée par un Parti socialiste qui n'a qu'une seule préoccupation : savoir qui sera son prochain candidat aux élections présidentielles. C'est un pays, si vous voulez, qui n'est pas tenu politiquement.

Mais, ce n'est pas le plus important. Je vais vous parler de ce qui s'est passé dans les quartiers où a surgi la violence. Ces quartiers ne sont pas neufs et la plupart du temps, ont été construits dans les années 1950, 1960, 1970, à une époque où le logement social était le lieu du progrès. Je peux prendre mon exemple personnel : ma famille a quitté un appartement minuscule, moins de 18 mètres carrés, nous vivions à trois enfants, il n'y avait pas d'eau chaude, pas de salle de bain,... Nous avons quitté un appartement comme cela pour aller habiter certes loin de Paris,... mais dans le logement social. Brusquement chaque enfant a eu sa chambre, le chauffage central, nous avons l'eau chaude, etc. C'était un progrès et, pour des gens comme mes parents, mais aussi pour tout ceux qui sortent des bidonvilles, d'hôtels meublés, etc., cela a été un formidable progrès, sans parler de ceux qui arrivaient d'Afrique du Nord, « les Pieds-noirs », les Algériens et autres,... Le logement social a été un progrès et puis, tout s'est renversé, à partir des années 1970, les quartiers populaires ont commencé à se dégrader.

Les récentes violences en France

Michel Wieviorka

24 mars 2006

Dans les années 1950, 1960 et 1970, dans ces quartiers, qui étaient plutôt des lieux de montée sociale, il y avait une vie politique et associative parfois très dense. Premièrement, ces quartiers étaient souvent ce qu'on a appelé « des banlieues rouges » c'est-à-dire des banlieues tenues par le Parti communiste qui apportait à ces quartiers et à leurs habitants les possibilités d'un traitement politique national de leurs attentes, de leurs demandes. Il y avait donc une capacité de remontée politique dans une situation de plein emploi. Il y avait aussi un tissu associatif qui allait de bas en haut, c'est-à-dire toutes sortes d'associations qui, d'une façon ou d'une autre, mettaient en forme les attentes, les demandes de la population et leur donnaient une concrétisation d'un type ou d'un autre. Ce tissu associatif était très important et il était souvent animé par des gens issus de ce que l'on appelait à l'époque, les couches moyennes. Ce n'était pas le monde proprement ouvrier, qui était très nombreux dans ces quartiers qui animait ces tissus associatifs, c'était plutôt des gens des couches moyennes.

Le Parti communiste a décliné, il n'a été remplacé par aucune force politique. Les couches moyennes sont parties de ces quartiers et y sont restés des gens de plus en plus pauvres, de plus en plus issus de l'immigration. Le tissu associatif classique a disparu ou quasiment disparu. Et, qu'est-ce que l'on observe à la place? Deux choses : ici ou là, des imams qui remplacent, si j'ose dire, le Parti communiste et qui assurent dans ces quartiers un certain nombre de tâches de type social. Je vous donne un exemple : j'ai visité, il y a trois ans, Lille-Sud, un quartier populaire de la ville de Lille et qui est-ce que j'ai rencontré comme premier interlocuteur? Le recteur de la mosquée! L'homme était en train de créer un lycée musulman, le premier lycée musulman de France. Il m'a dit : « Dans ce quartier, les grandes associations dans le temps assuraient du soutien scolaire pour les enfants,... elles ont déserté. Je suis le seul à assurer du soutien scolaire aux enfants ». Autrement dit, le tissu associatif disparaît et qu'est-ce qui vient remplacer ici ou là? Des mosquées, des imams qui font aussi d'autres choses évidemment.

Puis, deuxièmement, beaucoup d'associations travaillent dans ces quartiers, mais, selon une logique qui n'est plus du tout celle des années 1960, 1970, qui va des demandes des gens, mais qui remonte en quelque sorte. Ce sont des associations de travailleurs sociaux, pour le dire de façon un peu générale, qui trouvent leur mode d'existence avec des ressources qui viennent de l'extérieur, qui envoient des travailleurs sociaux travailler dans ces quartiers de

Les récentes violences en France

Michel Wieviorka

24 mars 2006

l'extérieur et qui évidemment tiennent la tête hors de l'eau aux habitants les plus démunis. Mais, ce n'est plus du tout la vieille logique, d'aller du bas vers le haut, c'est plutôt du dehors vers le dedans. Souvent, les travailleurs sociaux se plaignent parce qu'ils sont soumis au pouvoir politique local, parce qu'ils sont agressés, ils sont victimes de pressions très fortes, parce qu'on leur dit en gros : « Toi, tu as un boulot, tu es du bon côté de la société, qu'est-ce que tu peux m'offrir? »... En général, pas grand-chose. Enfin, ils font parfois un travail remarquable. Et, dans ce contexte-là, on voit très bien que ces quartiers se sont dégradés politiquement. C'est le quatrième aspect.

Je ramasse cette analyse générale : il y a la conjonction d'une panne sociale, d'une panne institutionnelle, d'une panne culturelle et d'une panne politique de l'intégration à la française et c'est cela, me semble-t-il, qui crée les conditions favorables à la rage et la colère de ces jeunes. Mais, évidemment, cela ne suffit pas comme explication.

Je pense qu'il faut ensuite faire intervenir un deuxième niveau d'explication en prenant juste les quelques années les plus récentes. Depuis 2002, nous avons changé de pouvoir, et les nouveaux venus n'ont eu pour cesse pendant trois ans que de défaire le peu de choses qui existait dans ces quartiers.

- Premièrement, en finir avec « la police de proximité » qui n'était pas une réussite, mais c'était peut-être mieux que pas du tout de police de proximité. En tout cas, ça été supprimé.
- Deuxièmement, suppression de ce qui s'appelait « les emplois jeunes » c'est-à-dire des emplois qui avaient été mis en place par le gouvernement précédent et qui, dans ces quartiers, permettaient à pas mal de jeunes de travailler.
- Enfin, troisièmement, réduction assez considérable des subventions à ces associations qui font du travail social et dont je viens de vous parler.

Entre 2002 à 2004, les choses ont un peu évolué, mais pas suffisamment, et toujours est-il que pendant deux ou trois ans, ce gouvernement a cru possible de supprimer un certain nombre

Les récentes violences en France

Michel Wieviorka

24 mars 2006

des rares ressources qui tenaient la tête hors de l'eau et qui évitaient peut-être des dérapages. Donc, je pense qu'il y a des éléments de politique plus limités qui ont pesé sur cette situation.

Enfin, il y a la conjoncture, c'est-à-dire ce qui se joue au moment précis des événements. Et, là, il y a d'abord eu la mort des deux garçons. Je vous rappelle une chose très connue des spécialistes de ce genre d'émeutes : deux fois sur trois en France, les émeutes des années 1980, 1990 ont été déclenchées par la réalité ou la rumeur d'une injustice ou d'une bavure policière. Je dis bien la réalité ou la rumeur,... un peu comme à Los Angeles en 1992. Vous vous souvenez de l'émeute à Los Angeles? Ce n'est pas quand Rodney King a été tabassé devant une caméra vidéo et que cela a fait le tour du monde, non! Ce n'est pas le tabassage dont a été victime ce garçon qui a été le point de départ de l'émeute. Le point de départ de l'émeute, c'est quand le jury a acquitté les policiers qui avaient été coupables de ce tabassage. C'est le sentiment d'injustice. Là, c'est pareil, il y a eu un sentiment très vif d'injustice. Ces deux garçons qui sont morts, s'ils fuyaient la police, c'est évidemment parce qu'ils en avaient peur. Ils n'étaient pas en tort d'après tout ce que j'ai pu lire... C'est un sentiment qui a été exacerbé par le comportement du ministre de l'Intérieur pendant les événements, je vous renvoie au livre des avocats dont je vous ai parlé tout à l'heure, mais aussi par son comportement antérieur par lequel il avait utilisé un vocabulaire qui était très négatif pour viser certaines personnes, mais qui a été pris comme visant tout le monde. Il avait dit aux habitants d'une cité où il y avait eu des problèmes, « je vais nettoyer au Karcher votre cité ». Cela veut dire « je vais nettoyer le quartier comme on nettoie un mur décrépit ». Et, deuxièmement, en parlant de certains jeunes, il avait utilisé le mot « racaille », et cela avait été entendu comme une disqualification de toute la jeunesse des quartiers. Donc, tout ceci a été très débattu.

La conjoncture, c'est l'image et la réalité du ministre de l'Intérieur et l'injustice, plus, sur deux ou trois ans, la crise politique, les mesures politiques, et, à l'échelle plus large, cette transformation générale. Ces émeutes, c'est cela mon analyse, sont venus nous dire : « c'est fini, socialement ce n'est plus le plein emploi, institutionnellement, ce n'est pas l'égalité, la fraternité, etc. », culturellement, il n'y a plus cet espèce de monopole de l'identité nationale dans l'espace public. Quatrièmement, politiquement, il y a un problème de représentation et de remontée des demandes populaires dans le traitement politique. Et, on pourrait ajouter la

Les récentes violences en France

Michel Wieviorka

24 mars 2006

crise des intellectuels qui ont cessé très souvent d'être capables de dire quelque chose de fort sur ces questions. C'est le premier événement dont je voulais surtout vous parler.

Je voudrais parler maintenant de certains aspects de la mort de ce jeune Juif, Ilan Halimi. Je vous l'ai dit tout à l'heure, le garçon est enlevé et les ravisseurs le tuent au bout de trois nuits. On les arrête juste après. Ils commencent à parler et, parmi les premières choses qu'ils disent, c'est : « Nous avons choisi ce garçon plutôt qu'un autre parce qu'il est Juif et que les Juifs ont de l'argent et, si la famille ne payait pas, la communauté juive, elle, paierait ». Alors, je n'entre pas dans l'analyse de toute cette histoire. Je vais signaler un point et insister sur un deuxième point.

Le point que je voudrais signaler, c'est qu'il y a beaucoup d'enlèvements en France aujourd'hui. La France n'est pas devenue la Colombie, mais, c'est un phénomène nouveau particulièrement inquiétant et qui concerne surtout des personnes qui ont des activités illégales, les unes par rapport aux autres, pour l'essentiel. En gros, le type qui n'a pas payé la quantité de haschich qu'il devait payer, il se fait enlever, lui ou un membre de sa famille. Ce sont des règlements de compte dans un univers illégal.

Ce sur quoi je voudrais insister, ce n'est pas sur ce meurtre, sur ces dimensions antisémites, etc. C'est sur la mobilisation que cette affaire a suscitée. Que s'est-il passé?

Une fois la mort d'Ilan Halimi connue, la grande majorité des responsables politiques, au plus haut niveau, y compris le président Jacques Chirac, se sont rendus un jeudi soir dans une synagogue pour témoigner de l'émotion, de l'indignation de la République. Et puis, surtout, le dimanche qui a suivi, c'était en fin février, il y a eu de très importantes manifestations, en particulier à Paris. Ces manifestations ont été organisées, structurées par le CRIF, c'est-à-dire le représentant institutionnel des Juifs de France, et y ont participé bien des gens qui n'avaient rien à voir, ni de près ni de loin, avec cet univers, mais, qui étaient là comme républicains ou démocrates.

J'insiste sur cette mobilisation, parce qu'elle nous indique quelque chose. Elle nous indique de façon spectaculaire que le monde juif de France a rompu avec cette idée que dans l'espace

Les récentes violences en France

Michel Wieviorka

24 mars 2006

public, il n'y a que des individus. Non, là, une communauté s'est présentée dans l'espace public et, ce qui est très intéressant, c'est qu'elle s'est présentée non pas contre la République, mais en demandant à la République d'être partie prenante de sa défense, de sa sécurité, de refuser l'antisémitisme, etc. Autrement dit, la chose importante est que cette manifestation est venue signifier de façon incontestable le fait que la France est en train de rompre avec son vieux modèle classique qui ne laisse aucune place à des minorités dans l'espace public.

En y réfléchissant, je me suis posé la question : est-ce qu'on voit d'autres exemples de cela récemment en France? Oui. J'en donne deux. Le premier exemple, c'est la mobilisation arménienne en France. Les Arméniens parlent à leur sujet, d'un réveil. Les Arméniens étaient encore sonnés par 1915, le génocide et, dans les années 1970, il y a eu du terrorisme. Ils se sont ensuite mobilisés sur le mode du lobbying pour obtenir que la France vote une loi disant qu'il y a eu génocide en 1915. Ce qui pose des questions très intéressantes, parce que, est-ce au Parlement de dire la vérité historique? Cela mériterait un débat. Mais, ce qui est intéressant, c'est de voir qu'en France une minorité arménienne a exercé une pression politique et s'est donc constituée visiblement dans l'espace public pour demander quelque chose.

Le deuxième exemple, autre que celui des Juifs et les Arméniens que je voudrais évoquer, c'est l'Islam. Et là, je voudrais prendre deux phénomènes. Le premier, je vous en ai déjà parlé, ce sont ces imams, au niveau local, mais aussi au niveau national. Il y a eu des représentants importants de l'Islam de France qui ont dit la même chose, qui sont venus au secours de la République et qui ont dit : « Au nom de l'Islam, nous demandons aux jeunes de respecter l'ordre républicain », autrement dit qui apparaissent très visiblement comme minorité dans l'espace public, en relation positive avec l'idée républicaine. Donc, l'exemple qui concerne l'Islam de France est un exemple international. Vous vous souvenez peut-être qu'il y a à peu près un an et demi ou deux ans, deux journalistes français ont été kidnappés en Irak et qu'il y a eu à ce moment-là une très grande mobilisation. Un beau jour, les hauts dignitaires de l'Islam de France sont allés en Irak dire aux ravisseurs : « Vous demandez, pour rendre les journalistes qui ont été enlevés, que la France revienne sur sa loi, une loi sur la laïcité (qui est une loi sur les signes ostensibles religieux à l'école qui est en fait une loi sur le fameux foulard islamique). Nous, dignitaires musulmans, nous venons vous dire, de musulmans à

Les récentes violences en France

Michel Wieviorka

24 mars 2006

musulmans, que nous sommes aussi Républicains et que nous, qui n'étions pas en faveur de cette loi, nous la respectons et nous vous demandons de libérer les otages ». Évidemment, ces dignitaires avaient été encouragés à faire ce voyage en Irak par le ministre de l'Intérieur, tout cela n'était pas totalement né de leur seule imagination. Mais, cela voulait dire que l'Islam vient au secours de la République et là, il l'a fait sur la scène internationale. Je ne vais pas plus loin dans ce deuxième point que je voulais évoquer, mais vous voyez qu'il se passe dans ce pays des événements autres que les violences de l'automne, qui nous disent aussi que ce vieux modèle auquel les français sont très attachés et qui est le modèle que la France aime bien présenter au reste du monde, que ce vieux modèle prend l'eau, cette fois-ci à travers la poussée dans l'espace public de minorités. Je vais vous le dire avec un autre terme : je pense que la France est en train d'entrer avec ces phénomènes, ces mobilisations dans une époque que j'appellerais volontiers « postrépublicaine » pour bien marquer que ce n'est plus le modèle républicain classique qui fonctionne. « Postrépublicaine », cela veut dire qu'on n'est plus dans la pure République, on est dans le mélange, dans l'effort pour articuler les minorités et la République. Évidemment, c'est un peu difficile et contradictoire, je ne sais pas du tout si c'est tenable durablement ou pas.

Enfin, troisième événement, les mobilisations contre le contrat première-embauche, qui ne sont pas encore terminées. Je suis obligé de me limiter à un ou deux points essentiels. Je ne peux pas vous parler de l'ensemble du problème. On s'aperçoit qu'il y a une mobilisation dans laquelle des lycéens et des étudiants reçoivent le soutien massif de tous les syndicats. Si vous écoutez les informations, vous notez que le Premier ministre va recevoir les syndicats, ce genre de chose, tous les syndicats, les lycéens, les étudiants. Ce qui m'intéresse ici, c'est la nature de cette alliance. Je pense ceci : les syndicalistes se mobilisent principalement contre la précarité que cette loi vient renforcer. Mais aussi, ils sont contre la précarité parce qu'ils pensent que le modèle social français classique avec toutes ses protections doit être sauvé.

Le syndicalisme, pour l'essentiel, se mobilise avec l'idée de lutter contre la précarité en sauvant le modèle social français classique. Or, ce concept de syndicats, dans l'ensemble, mériterait bien des nuances mais, dans l'ensemble, ces syndicats n'existent réellement que dans le secteur protégé, dans le secteur public notamment. Ils viennent défendre, en réalité, c'est mon point de vue, ce qu'ils pensent pouvoir être sauvé de l'ancien modèle, du modèle

Les récentes violences en France

Michel Wieviorka

24 mars 2006

classique de protection sociale. Les jeunes qui sont dans la rue savent très bien que ce modèle classique de protection sociale ne les concerne pas directement. Ils savent très bien qu'ils ne seront pas fonctionnaires ni ouvriers dans de grandes usines. Comme les syndicalistes, ils ont le sentiment que la précarité les menace, donc ils marchent avec eux,... mais ce qu'ils expriment est un peu différent : ils expriment une inquiétude, ils expriment le sentiment que leur futur n'est pas préparé, que, contrairement à leurs parents, qui ont eu une vie sociale plus élevée que leurs propres parents, ils seront plutôt dans la chute sociale. Ils expriment des inquiétudes quant à l'avenir et ils ne demandent pas spécialement le maintien de tout le système social classique. Ils ne demandent d'ailleurs par grand-chose, ils sont surtout dans le refus de cette loi, mais leurs intérêts ne sont pas exactement les mêmes que les intérêts des syndicalistes les plus influents dans cette affaire. Donc, il me semble que cette mobilisation vient nous dire quelque chose comme : « le gouvernement par cette loi essaye de défaire le vieux modèle social », il précarise bien plus les gens. Ce vieux modèle apporte des garanties, des sécurités, etc. Il faut sauver ce qui peut être sauvé. Les jeunes qui sont dans la rue disent : « Nous, nous voulons un avenir, nous ne savons pas si ce vieux modèle peut nous protéger ou pas, mais, en tout cas, non à la précarité ! ». Donc, ils ne disent pas exactement la même chose. Voilà donc en quoi, là aussi, cette mobilisation actuelle, avec ces rares dérapages, milite vers la violence avec un certain nombre d'autres problèmes, et vient nous dire que quelque chose est en jeu dans l'intégration à la française. La France est un pays (peut-être que la France exagère ses inquiétudes, peut-être que j'ai même dramatisé ce que je vous ai dit) qui, à travers un certain nombre d'événements comme ceux que je viens d'évoquer est en train de se demander comment il va basculer vers le futur. Elle a le sentiment que le futur est inquiétant, donc il y a des blocages qui jouent en tout lieu et que la violence ici ou là vient nous dire ça.